



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
2026-247_INSP_RAP_AS_SDVL Loiré
49124 Saint-barthélemy-d'anjou

Saint-barthélemy-d'anjou, le
12/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DRAGAGE DU VAL DE LOIRE

Route de Montjean
BP 46
49620 Mauges-Sur-Loire

Références : 2026-245_INSP_RAP_AS_SDVL Loiré
Code AIOT : 0006305136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement DRAGAGE DU VAL DE LOIRE implanté L'Ogerie - Bellangeraie 49440 Loiré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite conduite au titre du suivi de la carrière et de l'instruction d'un porter à connaissance visant à installer une unité de valorisation de déchets inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRAGAGE DU VAL DE LOIRE
- L'Ogerie - Bellangeraie 49440 Loiré

- Code AIOT : 0006305136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sablière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Equipements de transfert	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Eaux Superficielles	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.5.1, 3.2.5.2, 3.2.7.1 et 3.2.7.3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Poussières	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.3.2 et 3.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
16	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
17	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 1.2.1, 1.4, 1.5.2, 1.5 et 1.6.1	Sans objet
2	Comptes-rendus d'activités	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 1.2.1, 1.2.3.2 et 2.4.6	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.2	Sans objet
5	Isolement des activités agricoles	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.1	Sans objet
6	Epaisseur et profondeur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.4.2.2	Sans objet
7	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1.III, 2.II et 3	Sans objet
9	Gestion des eaux de process	Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 3.2 et 3.3	Sans objet
11	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.6.1 à 3, 3.2.7.2 et 3.2.7.4	Sans objet
13	Bruits	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.5.1, 3.5.3 et 3.5.4	Sans objet
14	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1, 11.5 et 16bis	Sans objet
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4	Sans objet
18	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un suivi sérieux de cette carrière même si quelques améliorations doivent encore être apportées.

L'exploitant a présenté un projet d'unité de valorisation de déchets inertes provenant de l'extérieur à utiliser prioritairement pour la fabrication de matières premières secondaires et en remblaiement des excavations pour les stériles. Ce projet en cours d'instruction donnera lieu à un arrêté complémentaire.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté des réflexions visant à modifier ses conditions actuelles d'exploitation ou à améliorer la gestion de ses incidences, concernant en particulier la biodiversité et les milieux naturels. Ces projets, arrivés à maturation, seront présentés au préfet sous forme de porter à connaissance (PAC).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 1.2.1, 1.4, 1.5.2, 1.5 et 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : [...] Points sur la situation administrative de la carrière [...]
Constats : Il s'agit d'une sablière exploitée depuis 2021, en eau, à la drague électrique, et autorisée par un arrêté du 08/04/2014 (DIDD-2014 n° 86) à la suite d'une enquête publique. Ce dernier acte a été modifié par un arrêté du 03/04/2023 ((DIDD-2023 n° 85) relatif au circuit des eaux. AP 2023, art. 2 - Classement ICPE -2510 (A) - 2515-1 (E) - 2517-1 (E) → Conforme, le PAC relatif à la

<p>valorisation des déchets inertes extérieurs porte sur une surface de 4 000 m².</p> <p><u>Classement IOTA</u> - Pas de classement IOTA actuellement pris en compte 2.1.5.0 (A) - 3.2.3.0 (A-3,4 ha) - 1.1.1.0 (D-12 piézomètres) → Conforme, la situation administrative des IOTA sera mise à jour à l'occasion de l'instruction du PAC relatif à la valorisation des déchets inertes extérieurs.</p> <p>AP 2014, art. 1.4 - <u>Durée de l'autorisation</u> - A noter que la mise en exploitation de la carrière, autorisé en 2014 pour une durée de 30 ans, a pris beaucoup de retard en raison du traitement du recours contentieux sur l'autorisation que l'exploitant a souhaité préalablement purger. Ainsi, l'information du préfet quant à l'achèvement des travaux préliminaires préalables au démarrage de l'exploitation n'a été transmise que le 06/04/2021, occasionnant un glissement du phasage initialement envisagé de 7 années.</p> <p>Nota - <u>Une demande de réajustement de la durée d'exploitation et du phasage est envisagée par l'exploitant</u>. A date, et sans autre modification à examiner, une telle demande pourrait être instruite au travers d'une PPVE (participation du public par voie électronique). Par contre, il paraît opportun d'attendre quelques années (proposer 5 à 6 ans avant la fin de l'exploitation pour ajuster au mieux le périmètre autorisé de la carrière), sauf à ce qu'un AP remanié s'avère nécessaire</p> <p>AP 2014, art. 1.6.1 - <u>Porter à connaissances</u> - PAC du 02/04/2026 transmis à l'inspection avec, pour objet principal, la mise en place d'une unité de valorisation des déchets inertes → L'inspection proposera un arrêté complémentaire prenant en compte le développement de la filière de valorisation des déchets inertes provenant de l'extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Comptes-rendus d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 1.2.1, 1.2.3.2 et 2.4.6
Thème(s) : Situation administrative, Comptes-rendus d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 1.2.1 et 1.2.3.2 - La production autorisée est de 300 000 t/an en moyenne et de 400 000 t/an au maximum</p> <p>Art. 2.4.6 - [...] l'exploitant rend compte de l'activité de la carrière réalisée au cours de l'année précédente [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Art. 2.4.6 - <u>GEREP</u> - La base est complétée périodiquement → Conforme</p> <p>Art. 1.2.1 et 1.2.3.2 - <u>Productions extraites de la base GEREP</u> - 299,68 kt/2025 (stériles 321,57 kt/2025) - 238,96 kt/2024 (stériles 255,70 kt/2024) - 327,29 kt/2023 (stériles 352,29 kt/2023) - 319,55 kt/2022 (stériles 344,55 kt/2022) - 98,75 kt/2021 (stériles 100,75 kt/2021) → Conforme</p> <p>En complément de GEREP, l'exploitant transmet à l'inspection le bilan d'activité de l'année précédente qui rend notamment compte du suivi environnemental des incidences de la carrière, en particulier le suivi des eaux superficielles, des eaux souterraines et des retombées de poussières → Conforme</p> <p>La zone de chalandise de la carrière est constituée le 49 et ses départements limitrophes.</p> <p>Autre - <u>Comité de suivi (Commission Local de Concertation et de Surveillance - CLCS)</u> - Pas de CLCS prescrite. Toutefois, l'exploitant indique en avoir tenue une en 2022 et procéder à des rencontres au moins annuelles avec les élus → Bonne pratique, en absence de CLCS imposée</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Périmètre
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que le périmètre d'extraction [...] Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration [...]
Constats : <u>Retour sur la visite du 01/06/2022</u> (réponse du 29/07/2022) - L'inspection avait constaté l'absence de plusieurs bornes de marquage de l'emprise du cheminement des convoyeurs au sein de la parcelle YM n° 2. L'exploitant indique avoir pris contact avec le cabinet LIGEIS (géomètre) afin de compléter le bornage sur la parcelle YM n° 2. Le complément de bornage sera réalisé d'ici la fin d'année 2022 → Soldé <u>Constats</u> - Depuis ce constat, l'exploitant joint à son rapport annuel d'activités un plan d'exploitation de la carrière qui laisse apparaître les bornes de délimitation du périmètre autorisé de la carrière, dont le chemin de circulation du convoyeur à bandes → Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Equipements de transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.1.6
Thème(s) : Autre, Convoyeurs
Prescription contrôlée : Deux convoyeurs à bandes sont installés en parallèle entre le site d'extraction et le site de commercialisation conformément à la demande d'autorisation d'exploiter [...]
Constats : <u>Retour sur la visite du 01/06/2022</u> - L'inspection avait constaté la présence du seul convoyeur des matériaux extraits (vers le site de commercialisation). Celui de transfert des remblais pour réaménagement de la zone d'exploitation, n'était pas installé. L'inspection des installations classées a pris note que le second convoyeur serait implanté avant le début du remblayage de l'excavation → Soldé <u>Constats</u> - Ce second convoyeur a vocation à acheminer les déblais et les inertes vers l'excavation à combler. A date, le remblayage de l'excavation n'a pas encore débuté, les anciens bacs à boues sont actuellement prélevés pour réaliser des aménagements de la carrière. Le début des opérations de comblement sera concomitant avec la mise en service de l'unité de valorisation de déchets inertes extérieurs. Par contre, l'exploitant semble remettre en cause la technique d'un remplissage des excavations par un convoyeur à bandes qui, à ses dires, présente un risque pour le personnel dans la phase

<p>finale du comblement qui fait appel à un pousseur pour le niveler les apports.</p> <p>L'exploitant propose de substituer cette technique par un convoyage des matières par voie hydraulique, dans une canalisation fermée, selon le principe de fonctionnement de la drague qui ne nécessite pas d'intervention humaine dans sa phase finale tout en proposant un ciblage précis des zones à combler. En outre, il précise le circuit d'eau reste entièrement fermé dans la canalisation de circulation, ce qui n'occasionne pas d'évaporation de la ressource.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En cas de modification de la technique de complément des excavations, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter cette modification à la connaissance du préfet accompagnée de tous les éléments d'appréciation associés à cette évolution.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Isolement des activités agricoles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès à l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation à l'exception de certains terrains du site d'extraction non encore excavés ou déjà remis en état ou une activité agricole peut être exercée [...]</p> <p>Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, au niveau du périmètre clôturé [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Retour sur la visite du 01/06/2022(réponse du 29/07/2022) - L'inspection avait relevé l'absence de formalités entre l'exploitant agricole et le carrier (par exemple une convention) et/ou de clôture « légère » entre les terrains agricoles encore exploités et les parcelles non encore impactées par les extractions.</p> <p>L'inspection avait pris note de l'engagement de l'exploitant à mettre en œuvre les mesures de protection prescrites à l'issue de la moisson 2022 et avant que l'excavation du secteur à l'Est de la haie ne débute → Soldé</p> <p>Constats - D'après les déclarations de l'exploitant et des constats (faits par sondages), il apparaît que l'intégralité du périmètre autorisé est intégralement clôturé (sans attendre l'avancement de l'exploitation). Les zones en exploitation ou de présence de bassins ou bacs à boues sont isolées par un merlon. Les terrains non encore exploités font l'objet de fauches au moins annuelles, commandées par l'exploitant , sans exploitation culturales. Les clôtures disposent de plusieurs passages au travers de portails → Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Epaisseur et profondeur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sondages et circulation des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est conduite de façon à toujours maintenir une épaisseur minimale de 3 m de matériaux (sablo-graveleux) afin de permettre une circulation des eaux autour du gisement extrait (au fond et sur les flancs). De plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'épaisseur maximale d'extraction ne dépasse pas 38 m par rapport au terrain naturel [...]; • le fond de fouille ne descend pas sous la cote de 0 m NGF au point le plus bas. <p>L'exploitant réalise, à l'avancement, des sondages [...] dont la localisation et les résultats (nature des matériaux rencontrés en fonction de la cote NGF) restent disponibles [...] afin d'établir une cartographie de son gisement [...]</p> <p>L'exploitant dispose en permanence sur le site de moyens permettant de vérifier la profondeur effective d'extraction, en particulier dans l'eau. En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une échelle métrique permettant de connaître en permanence le niveau d'eau (en m NGF) est présente dans le plan d'eau en cours d'excavation. Cette échelle est déplacée à l'avancement et vérifiée régulièrement par un géomètre ; • au niveau des secteurs exploités, la cote (en m NGF) des terrains naturels avant excavation est connue de l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 01/06/2022</u>(réponse du 29/07/2022) - L'inspection considérait que l'absence de sondage ne permettait pas de vérifier l'épaisseur minimale de matériaux de 3 m malgré la présence, sur l'élingue de la drague, d'une sonde de mesure de la position de la fouille. A ce titre, elle a demandé la justification de la mesure de l'épaisseur évoquée.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir établi une cartographie du gisement et de son exploitation à l'aide de moyens de mesure sans foration. En outre, il a indiqué que 6 sondages seraient réalisés en novembre 2022 afin de cartographier le gisement et que 6 autres seraient faits dans un délai de 4 à 5 ans avant le début du remblaiement de la fosse d'extraction. Le suivi de la qualité et la piézométrie de ces ouvrages serait initié en 2023 par le BE ECE → Soldé</p> <p>Constats - Une première cartographie du gisement a été réalisée par relevés tomographiques (sans foration) qui a, par la suite, été complétée par le percement de 6 sondages (piézomètres temporaires Pz A à F qui ont vocation à disparaître à l'avancement de l'exploitation. Ils seront remplacés par une seconde ligne de piézomètres temporaires avant de disposer d'une surveillance de la nappe avec des équipements pérennes) répertoriés sur le plan d'exploitation et rapportés dans les rapports de contrôles des niveaux de la nappe → Conforme</p> <p>Les piézomètres temporaires, positionnés dans les terrains en fauche, sont protégés par un îlot de terre qui interdit leur fauchage et une pollution en leur proximité immédiate. Pour les prochaines constructions, il conviendra d'appliquer strictement les règles techniques de construction des piézomètres fixées par l'arrêté ministériel du 11/09/2003 modifié le 24/09/2006, en particulier la taille des margelles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant veille au respect des dispositions suivantes accordées pour l'obtention de la dérogation « espèces protégées » [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • aménager 6 mares, de 150 et 300 m² favorisant l'installation de la rainette arboricole au plus tôt et avant la 3^{ème} année d'exploitation ; • maintenir la mare existante sur le site d'extraction tant que le phasage le permet ; • procéder à une fauche des berges des mares, une à deux fois par an, avec exportation des produits de fauche ; • détruire la mare existante en période de faible activité biologique pendant la phase terrestre de la rainette arboricole (septembre à janvier) ; • ne pas introduire d'espèces animales (notamment poissons) ou végétales ; • assurer des suivis écologiques selon un calendrier défini.
<p>Constats :</p> <p><u>Retour sur la visite du 01/06/2022</u> - L'exploitant avait indiqué prévoir l'aménagement des mares en septembre 2022 et assurer un suivi écologique annuel actuellement contractualisé avec le CPIE Loire Anjou → Soldé</p> <p><u>Constats</u> - L'exploitant fait procéder au "Suivi biologique et accompagnement pour la mise en oeuvre des mesures compensatoires" de la sablière de Loiré par le CPIE Loire Anjou. A ce titre, les rapports de suivi des années 2021, 2022, 2023 et 2024 ont été remis à l'inspection en séance. Le rapport 2025, en relecture, est attendu au cours des prochains jours → Conforme</p> <p>Au cours de ses suivi, le CPIE Loire Anjou a vérifié la prise en compte effective des mesures prescrites par l'arrêté d'autorisation, aucun écart relevés, seulement des recommandations et des préconisations de gestion complémentaires faites en faveur de la biodiversité. Des constats encourageants paraissent ressortir de ces suivis même si des actions de renforcement des mesures prises s'avèrent nécessaires (remplacement de plants, étanchéité des mares, conditions de fauches...) → Conforme</p> <p>En séance, l'exploitant a fait part de réflexions visant à renforcer le développement des milieux naturels au-delà de ceux initialement prévus par le dossier de demande et prescrits par l'arrêté d'autorisation. Ces derniers sont susceptibles de modifier, pour partie, le réaménagement final de la carrière.</p> <p>L'exploitant mène des réflexions plus larges quant à une évolution de l'organisation du fonctionnement de la carrière qui serait alors présenté sous la forme d'un PAC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1.III, 2.II et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité de l'arrêté du 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 1.III - Applicabilité de l'AM du 30/06/2023 - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R.</p>

211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.

Art. 2.II - Soumission aux restrictions de l'AM du 30/06/2023 - Le volume de référence, auquel les réductions peuvent s'appliquer, est le prélèvement d'eau moyen journalier correspondant à [...] Pour son calcul, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie [...]

Art. 3 2°) - Activités exemptées de restrictions lors des épisodes de sécheresse

Constats :

L'exploitant déclare limiter son fonctionnement en période estivale avec un arrêt annuel des installations pendant 2 à 3 semaines au cours du mois d'août. Toutefois, même s'il s'agit d'une des périodes les plus propices à la survenance d'épisodes de sécheresse, cet interruption ne couvre pas l'intégralité de la période chaude. En outre, le choix de cette trêve estivale peut être remis en cause par le fonctionnement de l'entreprise. In fine, **le sujet « Sécheresse » ne peut pas être ignoré** même si l'incidence de la carrière sera réduite pendant cette période.

Art. 1.III - Aucune disposition particulière quant à des actions ou restrictions associées aux périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site. Par contre, d'autres obligations susceptibles de peser sur le site pour tenir compte de particularités locales comme la présence d'un forage AEP, d'un milieu naturel spécifique, la situation de l'Argos et de l'Oudon en période estivale... peuvent imposer des contraintes concomitantes à l'arrêté sécheresse à la carrière → L'exploitant indique rester attentif à l'évolution de la situation pendant les périodes estivales, **Il a indiqué mettre en place une veille réglementaire des actes susceptibles de l'impacter**

Applicabilité de l'AM du 30/06/2023 - La carrière relève des dispositions de l'AM du 30/06/2023 si sa consommation est supérieure à 10 000 m³/an, par exemple en utilisation de la ressource, dont l'exhaure, pour les besoins industriels. Selon une approche simple, l'exploitant considère qu'en raison du taux d'humidité des matériaux de 5 % et une production annuelle de 300 000 t/an, son prélèvement s'établit à 15 000 m³/an → **Lasablière relève de l'AM du 30/06/2023 et son volume de référence est de 15 000 m³/an.**

Art. 2.II - Soumission aux restrictions prévues par l'AM du 30/06/2023 en cas d'épisodes de sécheresse - En cas de dépassement du seuil cité, l'exploitant doit établir le « Volume de référence » auquel les restrictions d'usage de l'eau sont susceptibles de s'appliquer et, pour cela, connaître précisément les postes consommateurs. L'exploitant précise que son exploitation par drague électrique aspiratrice fonctionne en circuit fermé intégral au sein du plan d'eau puisque l'eau utilisée pour le transport de la pulpe et le cyclonage des matériaux prélevés est intégralement restitué. Par conséquent, sa seule consommation tient à l'humidité résiduelle contenue dans les sables commercialisés que l'exploitant propose de mesurer en enregistrant sa production → **Conforme**

Art. 3 2°) - Règles d'exemption des mesures de restriction - Cet article prévoit que l'exploitant détaille et quantifie ses usages de l'eau afin de déterminer les consommations effectivement soumises aux mesures de restrictions sachant que plusieurs postes sont exonérés de restrictions dont la protection de l'environnement (rabattement des poussières), la sécurité (lutte contre un incendie, dont les essais de matériels) ainsi les établissements ayant réduit leurs prélèvements de plus de 20 %.

Dans les faits, la zone de commercialisation dispose de quelques asperseurs fixes pour le rabattement des poussières diffuses et d'un rotoluve → **Conforme**

N° 9 : Gestion des eaux de process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 3.2 et 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de décantation

Prescription contrôlée :

Art. 3.2 - Utilisation de flocculant - Les flocculants utilisés présentent un taux d'acrylamide suffisamment faible dans les polyacrylamides de base. Le taux de monomère résiduel dans le polyacrylamide de ces flocculants est inférieur à 0,1 %.

L'emploi d'autres réactifs est soumis à l'accord préalable de l'administration et doit faire l'objet d'une demande en ce sens, accompagnée d'une évaluation au cas par cas, justifiant des caractéristiques permettant de considérer qu'ils ne sont pas dangereux pour l'environnement et la santé humaine [...]

Art. 3.3 - Il s'agit des eaux permettant le transfert des matériaux extraits depuis la drague jusqu'aux installations de traitement (pompées à l'extraction des matériaux) et des eaux de lavage des matériaux (pompées au niveau du bassin Ouest du site d'extraction).

Ces eaux sont utilisées en circuit fermé sans rejet à l'extérieur de la carrière. Le rejet est fait dans l'excavation après décantation.

La décantation des eaux est effectuée au niveau d'un bassin (à boues) d'une capacité de 50 000 m³ avec une emprise au sol de 14 000 m². La surverse de ce bassin est dirigée vers le bassin Ouest qui disposera lui même d'une surverse vers l'extraction principale [...]

Constats :

Pour rappel, en fonctionnement, la drague électrique prélève la pulpe (environ 80 % d'eau pour faciliter la circulation des matières dans les réseaux). Les installations de traitements séparent les sables des graviers dans des cribles et des cyclones. Les eaux et les argiles qui retournent dans les bacs à boues, ces derniers sont curés périodiquement et les argiles sont utilisées pour des aménagements de la carrière, par exemple l'étanchéité des mares de substitution. Ainsi, le process industriel fonctionne intégralement en circuit fermé, l'eau est intégralement réutilisée et les pertes résultent uniquement des entraînements par les matériaux et de l'évaporation des plans d'eau. La zone d'extraction ne procède à aucun rejet dans le milieu naturel → **Conforme AP 2014 Art. 3.2.4 - Retour sur la visite du 01/06/2022**(réponse du 29/07/2022) - Les eaux dites de « process » sont utilisées en circuit fermé sans rejet à l'extérieur de la carrière. Le rejet est fait dans l'excavation (le bassin Ouest lors de l'inspection) après décantation.

L'inspection a constaté des écarts, pour partie liées au démarrage de l'exploitation de la carrière, tous les aménagements et équipements n'étant pas aboutis et de ajustements techniques s'avérant nécessaires. Ainsi, la décantation s'effectuait dans un bassin unique équipés de digues intermédiaires (submergées) le divisant globalement en 3 bassins, propice à l'accélération du retour des eaux non-chargées vers le plan d'eau où l'extraction est effectuée (à dire d'exploitant).

L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter cette modification dans un porter à connaissance (PAC), ce que l'exploitant s'est engagé à faire → **Soldé**

Constats - Un PAC a donné lieu à un APC en 2023 (DIDD-2023 n° 85) qui a permis de prendre en compte la configuration présentée par l'exploitant et acter l'utilisation de flocculants pour faciliter la décantation des fines → **Soldé**

En séance, l'exploitant a déclaré que les flocculants ont effectivement été utilisés pendant les 2 premières années d'exploitation jusqu'à ce que le bassin de décantation atteigne la taille critique

pour que la décantation se fasse naturellement. Dns l'immédiat, l'exploitant n'a pas souhaité renoncer à cette technique de traitement en raison d'un retour d'expérience trop récent de la fonction de traitement des eaux → Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Eaux Superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.5.1, 3.2.5.2, 3.2.7.1 et 3.2.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.2.5.1 - Conditions de rejets - Paramètres et prélèvements Art. 3.2.5.2 - Points de rejet Art. 3.2.7.1 - Contrôle des rejets canalisés - Surveillance des rejets (fréquence, paramètres...) Art. 3.2.7.3 - Eaux de l'Argos - [...] L'exploitant réalise une analyse tous les semestres portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.6.4 au niveau des eaux de l'Argos, à l'amont et à l'aval de la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Points d'attention - Une directive européenne impose la publication des résultats de la surveillance des émissions industrielles à compter du 01/07/26. Les données renseignées dans l'application GIDAF seront publiées, pour tous les sites ICPE, via le site internet https://www.georisques.gouv.fr/ → Attention à la qualité et à l'exactitude des données d'autosurveillance saisies sur l'application GIDAF</p> <p>Art.3.2.5.1 - Les paramètres suivis sont ceux prescrits : pH, T°, MEST, DCO, HC → Conforme Art.3.2.5.2 - Aucun rejet n'est effectué à partir du site d'extraction. Aucun rejet direct n'est réalisé dans l'Argos. Le seul point de rejet de l'établissement est une surverse du bassin de décantation du site de « commercialisation » qui rejoint le fossé communal attenant en façade du site après avoir transité dans un séparateur d'hydrocarbures (dont le curage est actuellement réalisé tous les ans par la société SARP) → Conforme A dires d'exploitant, un rejet est constaté uniquement à la suite d'épisodes pluvieux intenses dépassant la capacité de stockage du bassin. Au cours de l'inspection, ce bassin était quasiment vide et encombré de végétation → Un curage est à réaliser Art.3.2.7.1- L'arrêté prévoit une surveillance de ce rejet par un prélèvement proportionnel au débit sur 24 heures. Considérant le caractère discontinu de ce rejet, les conditions de prélèvement sont inadaptées à ses caractéristiques d'autant que la mise en place de l'appareillage nécessaire à ce type de prélèvement nécessite d'être programmé, l'inverse de la survenance des épisodes pluvieux. Ainsi, les suivis conduits en mai et septembre 2025 laissent apparaître des absences de rejets, la dernière analyse effectivement exécutée date de 2022. Bien qu'inadaptée, la prescription du suivi ne doit pas être ignorée. Art.3.2.7.3 - Eaux de l'Argos - Retour sur la visite du 01/06/2022(réponse du 29/07/2022) - L'inspection a relevé que les points de contrôle de l'Argos avait été déplacés vis-à-vis de ceux initialement proposés que L'exploitant a expliqué par la recherche d'une meilleure accessibilité et représentativité des échantillons (avec demande de prise en compte de ces déplacements des points de contrôle) → Soldé Constat - Le suivi des eaux de l'Argos est semestriel - Effectués en mai et septembre pour l'exercice 2025 → Conforme, selon les paramètres fixés à l'art. 3.2.6.4, Vu le compte-rendu annuel</p>

et les bordereaux d'analyses d'Eurofins → Conforme , le bureau d'études ECE accompagnant l'exploitant sur les questions de suivi environnemental, estime que les concentrations mesurées dans l'Argos en amont et en aval de la sablière sont sensiblement identiques, ce que confirme la lecture des bordereaux d'analyses rendus par Eurofins → Conforme
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procéder au curage et au nettoyage du bassin de décantation de la zone de "commercialisation" ; • prélever des échantillons ponctuels au moins semestriels de la surverse du bassin de décantation de la zone de "commercialisation". <p>L'inspection propose de modifier les conditions de prélèvement des échantillons d'eaux rejetées afin de les adapter à la réalité des rejets du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.2.6.1 à 3, 3.2.7.2 et 3.2.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.2.6.1 à 3 - Points de suivis (piézomètres et puits) de surveillance de la nappe - 3 piézomètres en amont hydraulique de la nappe et 2 en aval avec 2 forages</p> <p>Art. 3.2.6.4 - Paramètres contrôlés dans les eaux souterraines</p> <p>Art. 3.2.7.2 - Nature et fréquences de contrôles des eaux souterraines</p> <p>Art. 3.2.7.4 - Synthèse annuelle sur la surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Constats :</p> <p>Art. 3.2.6.1 à 3 - Faire un points sur la surveillance des ES, notamment les piézomètres temporaires</p> <p>Art. 3.2.6.4 - Les échantillons prélevés sont analysés par le laboratoire Eurofins sur chacun des paramètres prescrits → Conforme</p> <p>Art.3.2.7.2 - Les mesures des niveaux piézométriques sont réalisées tous les mois → Conforme</p> <p>A noter qu'en 2025, les niveaux piézométriques ont été suivis dans les puits, les piézomètres périphériques ainsi que la première couronne de piézomètres temporaires (6 piézomètres PzA à PzF). La seconde couronne de piézomètres temporaires n'est pas construite et les P1 et P5 sont à sec → Conforme</p> <p>Tous les résultats d'analyses fournis par le laboratoire, Eurofins sont rapportés dans les rapports annuels d'activités, dans des tableaux commenté par le bureau d'études ECE accompagnant l'exploitant sur les questions de suivi environnemental → Conforme et bonne pratique</p> <p>Les analyses semestrielles de la qualité des eaux des ouvrages mesurés laissent apparaître des résultats laissant apparaître des variations de paramètres exogènes à la sablière comme les nitrates. A noter que 3 forages mettent en évidence la présence d'hydrocarbures, jusqu'à 34 mg/l pour F7bis, que l'exploitant explique par un incident de perte de gasoil (cuve percée) sur une</p>

exploitation fruitière voisine.

Art.3.2.7.4 - Retour sur la visite du 01/06/2022(réponse du 29/07/2022) - L'inspection a relevé que l'un des points de contrôle prévus (P1 - Plan d'eau du lieu-dit « La Landaie ») n'était pas suivi, ce que l'exploitant s'est engagé à corriger → **Soldé**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.3.2 et 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières diffuses

Prescription contrôlée :

Art. 3.3.1 - Limitations des émissions de poussières - Prévention habituelles de transfert (hauteurs de chutes, bâchage...), entretien des pistes, enrobés

Art. 3.3.2 - Mesures d'arrosage des pistes, d'humidification des stocks...

Art. 3.3.3 - Surveillance des rejets atmosphériques - 2 campagnes en périodes sèches juin et septembre [...] - Choix pour l'exploitant de la méthode plaquettes ou jauges

Constats :

Art. 3.3.1 - Les voies de circulation de la zone de « commercialisation », secteur le plus fréquenté de l'établissement sont enrobés, un camion au départ a été vu en cours de bâchage → **Conforme**

Art. 3.3.2 - Arrosage des pistes par asperseurs dans la zone « commercialisation » → **Conforme**. Par ailleurs, l'humidité contenue dans le sable, la distribution sous silos... sont de nature à limiter les émissions de poussières → **Conforme**

Art. 3.3.3 - La synthèse des résultats de la surveillance des retombées de poussières est produite tous les ans dans le bilan d'activités → **Conforme**

2025 - L'examen documentaire du compte-rendu de surveillance des émissions diffuses laisse apparaître qu'une seule campagne de mesures sur les 2 prescrites a été effectuée sur 7 stations toutes positionnées en périphérie de la carrière dans les lieux-dits les plus proches de la carrière, que cette dernière a été réalisée en mai, en dehors de la période prescrite (entre juin et septembre), que la cartographie des station de mesures ne dispose pas de station témoin désigné → **Non conforme**

Tous les résultats sont satisfaisants < 100 mg/m²/j → **Conforme**

Les résultats des mesures de surveillance de l'environnement sont commentés dans le bilan annuel, en particulier dans les rapports remis par le prestataire intervenant pour la société SDVL, le bureau Etudes - Conseil - Environnement → **Conforme**

Des mesures sur les poussières fines, réalisées au titre de l'application du RGIE (Code du travail), montre des expositions conformes aux valeurs imposées pour les salariés (poussières alvéolaires de quartz) avec une exposition quasiment nulle → **Conforme**

Nota- L'exploitant n'est, a priori, pas concerné par des mesures de rejets canalisés en l'absence de type d'émissions → **Les prescriptions des articles 3.3.1 et 3.3.3 de l'arrêté d'autorisation qui font état ou se réfèrent à des rejets ou émissions canalisées sont sans objet**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation s'appliquent dans leur entièreté jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par le préfet, sur la base d'une demande justifiée.

En l'absence d'émissions canalisées, l'inspection propose de supprimer les dispositions qui s'y réfèrent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 3.5.1, 3.5.3 et 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : Art.3.5.1 - Isolation des installations (cri de lynx, capitonage de la zone du crible) Art. 3.5.3 - Plan de surveillance et valeurs limites en limites de propriété Art. 3.5.4 - Surveillance des niveaux sonores et des émergences annuelle la première année puis, tri-annuelle si conforme. [...] Les émergences sont contrôlées au moins au niveau des habitations les plus proches situées aux lieux-dits suivants : « L'Ogerie » - « La Bellangeraie » - « La Juvardaie » - « La Garrelière »
Constats : Art. 3.5.1 - L'exploitant indique que les engins de chantier ainsi que le signalement de démarrage des installations sont équipés d'avertisseurs type « Cri de lynx » (non perçu pendant la visite en raison d'une faible activité du site à l'heure de l'inspection) → Conforme Art. 3.5.3 - Le plan de surveillance des émissions sonores comprend les 4 stations prescrites en limites de propriété (positionnées en face d'habitations) et une station de mesure de l'émergence → Conforme Art. 3.5.4 - Vu les rapports des campagnes de contrôles des émissions sonores de 2021, 2022 et 2023 transmis en séance. La prochaine campagne aura lieu en 2026 (passage en fréquence triennale après 3 campagnes annuelles satisfaisantes) → Conforme Tous les résultats transmis attestent de résultats conformes tant en niveaux sonores atteints qu'en émergence → Conforme L'exploitant a confirmé que les activités de la carrière sont exclusivement diurnes et hors dimanche et jours fériés → Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1, 11.5 et 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets de production de la carrière
Prescription contrôlée : Art. 1 (AM 22/09/1994) - Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables [...] aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement [...] On entend par zone de stockage [...] Art. 11.5 (AM 22/09/1994) - Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés,

<p>et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p> <p>Art. 16Bis(AM 22/09/1994) - L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière [...]</p> <p>Art. 3.4.1 (AP 08/04/2014) - Conditions de stockages et quantité de déchets en attente d'évacuation</p> <p>Art. 3.4.4 (AP 08/04/2014) - Plan de gestion des stériles d'exploitation</p>
<p>Constats :</p> <p>Art. 1 et 11.5 (AM 22/09/1994) et Art. 3.4.4 (AP 08/04/2014) - <u>Retour sur la visite du 01/06/2022 (réponse du 29/07/2022)</u> - L'inspection a demandé de revoir et compléter son plan de gestion des déchets d'extraction pour permettre une appréciation plus pertinente de la situation et prendre en compte les observations de ce rapport, un engagement que l'exploitant a pris → Soldé</p> <p>Art. 16Bis (AM 22/09/1994) - <u>Retour sur la visite du 01/06/2022(réponse du 29/07/2022)</u> - L'inspection a relevé des évolutions des conditions de fonctionnement de la station de traitement des boues avec l'utilisation de floculants pour faciliter la décantation des boues et la réduction du nombre de bassins de décantation → Soldé</p> <p>Constats - Un PAC a donné lieu à un APC en 2023 (DIDD-2023 n° 85) → Soldé</p> <p>En séance, l'exploitant a transmis la mise à jour du Plan de Gestion des Déchets pour la périodes quinquennale qui couvre la période 2026-2030. Cette mise à jour s'inscrit dans la continuité du plan initial avec, pour changement essentiel, l'arrêt de l'utilisation des floculants → Conforme</p> <p>Art. 3.4.1 - Les quantités de déchets en attente d'enlèvement sont très limitées, notamment les déchets dangereux → Conforme</p> <p>Il n'a pas été constaté de stockage excessif de déchets non dangereux→Conforme</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques – Fréquence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.</p> <p>Nota - Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées tous les ans. Les rapports de contrôles des années 2024 et 2025 ont été transmis en séance.</p> <ul style="list-style-type: none"> • APAVE A32189979-003-1 du 28/02/2025 - Vérification des installations électriques

- effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du travail ;
- APAVE A32189979-004-2 du 15/04/2026 - Vérification des installations électriques effectuée en application de l'article R. 4226-16 du Code du travail.

A dire d'exploitant, ces contrôles sont inscrits dans le registre de sécurité de l'établissement (non vérifié).

La fréquence de contrôle est satisfaisante, inférieure à 1 an entre les 2 vérifications → **Conforme**

Les documents Q 18 (Référentiel APSAD D18 non obligatoire) sont établis (pour les 2 années vérifiées).

Les contrôles thermographiques (non obligatoires) donnant lieu à l'établissement du document Q 19 ont été réalisés en 2025 → **Bonne pratique** Les intérêts présentés par ces deux types de contrôles ont été abordés au sens où, respectivement, ils mettent l'accent sur les risques d'incendie et d'explosion devant faire l'objet d'une levée d'observations en urgence et permettent la mise en place d'une maintenance prédictive des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée :

Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

Nota - Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).

Constats :

Le périmètre de la vérification abordée dans chacun des rapports (rapports de contrôles et Q18) porte les mentions

- La vérification a porté sur l'ensemble de l'établissement ;
- Vérification périodique annuelle ;

En outre, les rapports APAVE spécifient que certains contrôles n'ont pu être réalisés, dont au moins une partie des dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) et certaines continuité à la terre (page 6 rapport APPAVE 2025). De la même manière, l'examen hors tension des cellules HT n'a pas été effectué (page 7 rapport APAVE 2026) → **Non conforme**

L'exploitant a indiqué que ces contrôles peuvent être effectués en dehors des plages d'activités de la carrière, par exemple pendant la pose méridienne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à l'exhaustivité des contrôles des installations électriques ou de justifier les raisons des limites de l'intervention

relevées par l'organisme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques – Documentation mise à dispositi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.</p> <p>Nota - Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de l'APAVE indiquent que <i>"Toutes les pièces du dossier technique, bien que prévu au contrat, ne nous ont pas été communiqué, ce qui n'a pas permis de mener complètement notre mission"</i> - Observation récurrente → Non conforme</p> <p>L'exploitant indique que les avis de visites ne précisent pas ces attendus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se rapprocher de l'organisme de contrôle afin de s'assurer, préalablement à son intervention, de l'exhaustivité des documents mis à sa disposition.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2014, article 2.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques – Levée des non-conformités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des</p>

courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

Nota - Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques (art. R. 4226-14 à 21).

Constats :

Le rapport de vérification des installations électriques 2025 fait état de 7 observations relatives aux installations « Basse Tension » dont 3 a déjà fait l'objet d'un signalement antérieur.

Le rapport de vérification des installations électriques 2026 fait état de 9 observations relatives aux installations « Basse Tension » dont 6 a déjà fait l'objet d'un signalement antérieur.

Un plan d'actions recense les non-conformités et les observations à résorber. Les interventions sont réalisées par l'intervenant de la carrière (rapport présenté en séance), l'exploitant a indiqué adossé la facture de sa prestation au document d'intervention.

L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité de résorber les observations faites par l'organisme de contrôle au cours du même exercice sans attendre que les observations deviennent récurrentes au cours de l'exercice suivant.

Type de suites proposées : Sans suite